	Réunion du Conseil scientifique de l'EHESP 2 décembre 2021 Compte rendu synthétique et relevé de décisions	Référence	CS décembre 2021
		Révision	
		Date d'application	3 Mars 2022
		Version	1

Validation

	Rédigé	Vérifié	Validé
Date	13 décembre 2021	14 février 2022	3 mars 2022
Prénom nom (ou nom de l'instance)	CODEXA	M. COAT, D. POLTON, C. LE RAT	Membres du Conseil scientifique

Membres présents

Dominique Polton – Basile Chaix – Jocelyn Raude – Sylvie Alemanno – Olivier Gérolimon – Patricia Loncle – Antoine Maignan – Jenny Jaffres – Lucia Araujo-Chavron – Hélène Tillault

A distance : Daniel Benamouzig – Isabelle Ville – Nathalie Théret – Michel Samson – Nolwenn Le Meur-Rouillard – Gaëlle Raffy – Catherine Bonvalet

Liste des procurations

Soraya Boudia a donné pouvoir à Daniel Benamouzig – Cécile Chevrier a donné pouvoir à Hélène Tillault – Erwann Ollivier a donné pouvoir à Olivier Gérolimon – Nicolas Sirven a donné pouvoir à Nolwenn Le Meur-Rouillard

Membres absents excusés

Fabien Thomas – Soraya Boudia – Marine Ray – Nicolas Sirven – Cécile Chevrier – Erwann Ollivier

Personnes de l'EHESP

Laurent Chambaud – Christophe Le Rat - Sylvie Ollitrault - Sarah Kitar - Emmanuelle Leray - Jean-Pierre Bourhis – Laurie Marraud – Séverine Olivier

Ordre du jour	Commentaires/Conclusions	Suite à donner
Présentation des membres du Conseil scientifique	<p><i>La séance est ouverte 10 h 8</i></p> <p>En préambule de la réunion, Dominique Polton propose aux participants de procéder à un tour de table.</p> <p><i>Il est procédé à un tour de table des présents.</i></p>	
Approbation du procès-verbal du conseil scientifique et de la séance commune conseil scientifique et conseil des formations du 1^{er} octobre 2021	<p>Le procès-verbal du conseil scientifique du 1^{er} octobre 2021 est approuvé à l'unanimité.</p>	
<p>Actualités de l'EHESP – Laurent Chambaud</p> <p>Actualités de la recherche – Sylvie Ollitrault</p>	<p>Laurent Chambaud indique que l'EHESP est en train de finaliser les recrutements au sein de la Direction des études, à la suite du départ de la Directrice et du Directeur adjoint des études. Vincent Fertey, ex-Directeur de l'antenne du Havre de Sciences Po Paris, sera le prochain Directeur adjoint des études. Il prendra ses fonctions le 13 décembre 2021. Par ailleurs, trois candidatures au poste de Directeur des études ont été présélectionnées. Ces dernières ont été soumises à l'avis de la communauté enseignante de l'école. En outre, le conseil des formations émettra un avis la semaine du 6 décembre 2021. Laurent Chambaud présentera un candidat lors du Conseil d'administration prévu le 15 décembre 2021.</p> <p>Par ailleurs, l'audition d'Emmanuelle Leray a fait l'objet d'une réponse du Président Directeur général de l'Inserm. Celui-ci a approuvé la labellisation de l'axe « recherche sur les services et management en santé »RSMS dans le cadre de l'UMR Arènes. Cette décision est une nouvelle très positive pour l'EHESP et constitue une étape-clé de la structuration de la recherche de l'école. À la fin de l'année 2021, les deux équipes d'accueil, à savoir les équipes MOS et REPERES (couvrant l'axe RSMS), auront achevé leurs missions. L'école se concentrera dorénavant sur les deux unités mixtes de recherche IRSET et Arènes. Cette démarche correspond au souhait de concentrer les forces vives de l'école dans deux UMR bien définies.</p>	

	<p>Avec le projet du consortium France Exposome, dont le siège est localisé à l'Irset, l'UMR Irset est désormais inscrit dans la feuille de route des infrastructures nationales par le MESRI. C'est la première fois que le siège d'un tel consortium est localisé dans l'ouest de la France.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, la proposition d'organiser un séminaire européen sur l'exposome a été acceptée. Cet événement se déroulera le 15 mars 2022. Ce colloque co-organisé par l'Université Rennes I et l'EHESP, en lien étroit avec la direction de l'Irset est soutenu par de nombreux acteurs institutionnels français (Inserm, Anses, France Universités), des collectivités territoriales (Région Bretagne) et des partenaires européens (Université de Masaryk, alliance EDUC)</p> <p>Concernant le projet d'Université de Rennes (UniR), le Conseil d'administration du 15 décembre 2021 procédera à un vote concernant le positionnement de l'école à l'égard de l'établissement public expérimental (EPE). L'école souhaite s'inscrire dans cette dynamique, soit en tant qu'établissement composante, soit en tant qu'établissement associé. Un certain nombre d'établissements étudient la possibilité de devenir membre composante de l'EPE sous une forme souple, qu'ils pourraient rejoindre tout en conservant leur personnalité morale et juridique, ainsi que leurs modalités de gouvernance. Un débat sur ce point aura lieu le 15 décembre 2021.</p> <p>Dominique Polton demande ce que recouvre la démarche de « rejoindre » l'établissement public expérimental.</p> <p>Laurent Chambaud souligne qu'une dynamique est constatée en la matière. L'Université Rennes-I souhaite être le pilote de cet établissement public expérimental. L'ENS de Rennes et l'école de Chimie (ENSCR) ont également exprimé le souhait d'être une composante de l'EPE. L'IEP de Rennes étudie actuellement le fait de s'inscrire dans cette démarche. L'INSA de Rennes et l'Université Rennes 2 souhaitent enfin être associés à l'EPE. L'EHESP réfléchit encore au positionnement le plus adéquate au regard de ses spécificités. Six mois de discussion entre les établissements souhaitant faire partie de l'EPE sont prévus pour définir les modalités de gouvernance, juridiques et financières. Les établissements doivent communiquer leur positionnement d'ici à la fin de l'année 2021. Les discussions devront être menées d'ici à l'été 2022 afin que l'EPE puisse être créé le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>D'autre part, les résultats de la première vague de l'appel à projets « excellence » (PIA 4) ont été publiés. Le projet IRIS déposé par UniR n'a pas été retenu. Il convient de souligner que les projets retenus représentaient au maximum un montant de 40 millions d'euros tandis que le projet mentionné s'élevait à 90 millions d'euros. D'autres raisons, telles que la gouvernance du projet, peuvent expliquer ce refus.</p>	
--	---	--

	<p>L'EHESP est en train de finaliser une convention-cadre de partenariat bilatérale avec le CHU de Rennes. Par ailleurs, des discussions sont en cours autour d'une convention constitutive qui réunirait le CHU de Rennes, l'Université Rennes I, l'EHESP, le centre Eugène Marquis spécialisé dans la lutte contre le cancer et le centre Guillaume Régnier spécialisé dans la santé mentale. L'objectif est de constituer un pôle dédié à la santé sur le territoire rennais. La signature de cette convention est prévue au début de l'année 2022.</p> <p>La mission confiée à Franck CHAUVIN sur la refondation de la santé publique est en cours de finalisation. Le rapport devrait être remis au ministre de la Santé dans les prochains jours. Par ailleurs, une mission a été confiée à François DABIS, épidémiologiste à l'ISPED de Bordeaux. Elle vise à établir des liens avec l'Académie de l'OMS de Lyon et à effectuer un bilan sur la santé mondiale en France. En parallèle, une mission IGAS – IGESR, dont le rapport sera remis en février 2022, est actuellement menée sur le thème de la santé mondiale.</p> <p>Par ailleurs, le ministre de la Santé a annoncé lors du congrès de la société française de santé publique (SFSP) qu'il confiait une mission à Emmanuel Rush, en qualité de président de la Conférence nationale de santé (CNS), sur le bilan de la démocratie sanitaire vingt ans après la loi de 2002. Le rapport devrait être remis au mois de mars 2022.</p> <p>Le projet de filiale dédiée à la coopération internationale est en cours d'étude. Il sera présenté lors du prochain Conseil scientifique. En outre, le mandat de Pierre Fournier, référent intégrité scientifique, a été renouvelé pour trois années. Celui-ci effectuera un bilan de son premier mandat et dressera les perspectives de son second mandat lors du prochain Conseil scientifique du 3 mars.</p> <p>Un bilan à mi-parcours du projet stratégique d'établissement et du COP 2019-2023 est en cours de réalisation. Par ailleurs, le contrôle des comptes de l'EHESP de la Cour des comptes se poursuivra jusqu'en avril 2022. Le rapport provisoire de la Cour des comptes sur la politique et la gestion de l'Ecole sera transmis début janvier, ce qui amènera la direction de l'Ecole à y répondre via une procédure contradictoire, avant publication du rapport définitif.</p> <p>Enfin, l'élévation du nombre de contaminations à la COVID-19 n'épargne pas l'EHESP. Un certain nombre d'enfants des personnels ont été déclarés positifs, ce qui conduit ceux-ci à se placer à l'isolement. Outre plusieurs cas de contaminations chez les apprenants, deux clusters de trois étudiants ont été identifiés dans deux filières distinctes.</p>	
--	---	--

	<p>Dominique Polton prend note des recompositions universitaires, régulièrement abordées au sein du Conseil scientifique. Il serait pertinent de débattre des enjeux et des intérêts de celles-ci pour l'école. Dominique Polton concède qu'elle n'a pas une claire conscience de ces derniers. Ce débat serait également l'occasion d'effectuer un bilan des partenariats, qui reste à établir.</p> <p>Laurent Chambaud admet qu'il est difficile d'évaluer aujourd'hui la valeur ajoutée de ces recompositions universitaires. Les sites qui se sont inscrits dans cette dynamique en ont retiré des bénéfices, notamment à travers les programmes d'excellence. Parallèlement, d'autres établissements ont pu se retrouver isolés. Un certain nombre de structures, en particulier les Universités de Lyon, Toulouse et Rennes, continuent à éprouver des difficultés majeures. Le positionnement à adopter doit faire l'objet d'un débat ouvert au sein du Conseil d'administration. Si le statut de membre associé semble constituer la démarche la plus simple, l'EHESP ne doit pas se retrouver isolée. À l'inverse, le choix de devenir membre composante du futur EPE ne doit pas entraver la spécificité, l'originalité et le modèle de l'école.</p> <p>Isabelle Ville souligne que, lors d'une précédente réunion du Conseil scientifique, Laurent Chambaud avait évoqué un possible rapprochement avec l'établissement public « Campus Condorcet ». Elle s'enquiert de l'avancée des négociations et des enjeux d'une telle démarche.</p> <p>Laurent Chambaud répond que les contacts se poursuivent. Il a récemment envoyé un message au Président du Campus Condorcet pour lui rappeler que l'EHESP souhaite soit devenir associé de celui-ci, soit signer une convention de rapprochement renforcé. Il convient également de signaler que des coopérations sont déjà en cours avec le Campus Condorcet.</p> <p>Nolwenn LE MEUR souhaite savoir quel rôle le conseil scientifique peut jouer dans la rédaction des rapports sur la santé publique.</p> <p>Laurent Chambaud explique que ce sont les responsables des missions qui effectuent le choix des auditions. Il participe à titre individuel à la mission de Franck Chauvin. En outre, l'EHESP a apporté une contribution écrite au rapport. Il serait légitime de partager celle-ci avec les membres du Conseil scientifique. Pour la mission de François DABIS, Laurent Chambaud ne sait pas quels acteurs ont été auditionnés. Si la Présidente donne son accord, le Conseil scientifique pourrait prendre une initiative sur le sujet. Laurent Chambaud n'est donc pas opposé à ce que le conseil scientifique s'exprime, mais cette démarche peut s'avérer difficile, notamment au regard du calendrier.</p>	
--	---	--

	<p>Dominique Polton rappelle que le Conseil scientifique est un organe collectif qui regroupe des expertises variées. Il est donc difficile de le considérer comme une entité à part entière pouvant être représentée par un seul interlocuteur. Les responsables des missions auditionnent des individus dotés d'une expertise spécifique. Il est plus rare de faire appel à des collectifs.</p> <p>Laurent Chambaud ajoute que le Conseil scientifique peut se positionner sur les recommandations des rapports. Néanmoins, deux des trois rapports commandés par le ministre de la Santé n'ont pas été rendus publics. Il n'est pas non plus certain que le rapport de Franck Chauvin le soit à l'issue de sa rédaction.</p> <p>Dominique Polton estime qu'il serait pertinent d'obtenir les lettres de mission et de les partager au Conseil scientifique. Celui-ci pourrait engager une réflexion sur les thèmes qui y sont évoqués.</p> <p>Daniel Benamouzig demande comment la démarche menée par l'EHESP au sujet de l'établissement public expérimental sera articulée avec celle menée autour de l'institut national du service public.</p> <p>Laurent Chambaud ne dispose pas d'informations complémentaires au sujet de l'INSP. Le rapport de Jean Bassères a été rendu public. Celui-ci mentionne la nécessité que cet institut se rapproche d'un certain nombre d'écoles, telles que l'INET, l'EHESP ou l'EN3S pour développer des projets communs, notamment en matière de formation. La Directrice de l'INSP a été nommée le 1^{er} décembre 2021. Son positionnement au sujet de l'EHESP sera scruté.</p> <p>Sylvie Ollitrault indique que les actualités de la recherche sont foisonnantes. Tout d'abord, Michel Samson a coordonné la réponse apportée à l'un des axes de l'appel à projets du PIA4. L'objectif d'une structuration de site via un PIA4 est de renforcer et de rendre plus visibles les axes de recherche prioritaires. Le projet IRIS n'a pas été retenu, ce qui constitue une déception. Les reproches concernaient la gouvernance et le budget du projet, et non le projet scientifique.</p> <p>Les auditions Hcéres des UMR Arènes et Irset se sont déroulées de manière satisfaisante. Les rapports sont très positifs. Par ailleurs, la labellisation de l'ERL Inserm a été actée. Sylvie Ollitrault demande à Emmanuelle Leray si celle-ci a obtenu des informations supplémentaires de la part de l'Inserm.</p> <p>Emmanuelle Leray répond par la négative.</p> <p>Sylvie Ollitrault ajoute que l'expertise du conseil scientifique a été déterminante dans ce processus, notamment dans la préparation de l'épreuve redoutable de l'audition.</p>	
--	---	--

	<p>Dominique Polton estime que le conseil scientifique a bien joué son rôle de critique constructive et de propositions pour préparer l'audition, mais il semble qu'au final, la décision prise par l'Inserm relève plutôt d'un choix stratégique.</p> <p>Emmanuelle Leray précise que l'audition a fait l'objet de retours plutôt positifs. En revanche, le Conseil scientifique de l'Inserm a rendu un avis défavorable. Le soutien de la Direction et différents appuis ont permis <i>in fine</i> de recevoir un avis favorable.</p> <p>Sylvie Ollitrault observe que le travail n'est pas finalisé. La Direction de la recherche attend un retour de l'Inserm pour déterminer les modalités d'accompagnement du projet. Un travail collectif doit être mené pour attirer les chercheurs de l'Inserm qui permettront de développer la recherche.</p> <p>La Direction de la recherche suit actuellement les conventions de mixité. Un problème est rencontré avec la convention de mixité Irset, qui doit encore faire l'objet d'une proposition de l'Inserm. Le délégué régional de l'Inserm Frédéric Delaleu n'a toujours pas donné de nouvelles.</p> <p>Christophe Le Rat indique que Frédéric Delaleu proposera prochainement des dates afin d'avancer sur la question du conventionnement.</p> <p>Sylvie Ollitrault indique que cette convention de mixité débouchera sur une vague de contractualisations en vue de répondre à des projets scientifiques importants. S'agissant d'Arènes, il convient de souligner que le rapport Hcéres n'a pas encore été transmis.</p> <p>Jean-Pierre Le Bourhis confirme que le rapport Hcéres n'a pas encore été transmis, en dépit de plusieurs relances. Selon les retours oraux, l'avis de la Hcéres est globalement positif. L'évaluation détaillée est désormais attendue.</p> <p>Sylvie Ollitrault observe que les informations sont reçues de manière encore officieuse. Par ailleurs, les démarches de conventionnement ont beaucoup occupé la Direction de la recherche, notamment la convention entre le CHU de Rennes, l'Université de Rennes I et les centres Guillaume Régnier et Eugène Marquis. L'objectif est de mettre en place un Pôle santé sur le territoire rennais. L'EHESP en serait l'une des pièces maîtresses.</p>	
--	---	--

	<p>Un certain nombre de réunions ont été organisées autour de la grande école des solidarités. Un événement devrait se dérouler le 13 décembre 2021.</p> <p>Patricia Loncle indique que cet événement vise à présenter le projet aux partenaires et à constituer des groupes de travail. Par ailleurs, un cycle de quatre séminaires portant sur la jeunesse sera lancé à compter du 27 janvier 2021. Ils sont organisés à la demande des services de l'éducation nationale, de la CAF 35 et du Conseil départemental.</p> <p>Sylvie Ollitrault ajoute que la grande école des solidarités est le fruit d'un partenariat entre l'EHESP, Sciences Po Rennes, Rennes 2 et Askoria, un organisme de formation spécialisé dans l'éducation populaire.</p> <p>La Direction de la recherche a lancé en octobre 2021 des webinaires qui ont pour objectif de valoriser la recherche à l'EHESP. Ces webinaires ont notamment trait à la COVID-19, à l'exposome ou aux relations entre les sciences et la société. Ces communications rencontrent un certain succès, puisqu'environ 100 connexions sont enregistrées lors de chaque session. Enfin, dans le cadre de la fête de la science Sarah Kitar a monté et animé un atelier en lien avec des personnels de l'EHESP sur la question de l'Exposome</p> <p>S'agissant des liens entre la recherche et les formations, les sessions inter-écoles ont été suspendues pour 2022. Par ailleurs, le réseau doctoral multiplie les sessions interdisciplinaires de recherche. Un certain nombre de ces sessions portent sur les questions de santé mentale et de santé des jeunes. Afin de mieux les valoriser, ces séminaires feront l'objet de publications.</p> <p>Les nouveaux projets sont nombreux. Les thématiques liées à la santé-environnement (pesticides, perturbateurs endocriniens, qualité de l'air intérieure, etc.) y sont prépondérantes. D'autres projets concernent l'analyse des parcours des patients atteints d'AVC dans les territoires ruraux ou la promotion des campus sans tabac. Il convient de signaler que la coordination de ce type de projet entraîne une surcharge de travail pour les chercheurs. C'est pourquoi une réflexion globale est menée en interne pour mieux adapter la charge de travail de ces derniers. Cette démarche est en cours.</p> <p>Sylvie Ollitrault a rejoint, en qualité de personne qualifiée, le Conseil d'administration de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bretagne (CRSA) et de la Fondation Croix-Rouge française. D'autre part, le congrès de la Société Française de Santé Publique (SFSP) à Poitiers a porté un intérêt marqué aux questions de santé mentale. Elle a coordonné avec Delphine MOREAU, enseignante-chercheuse de l'EHESP, l'élaboration d'un webinaire à ce sujet. Une réflexion est en cours concernant un conventionnement avec le CCOMS. Enfin, le séminaire coordonné par l'EHESP et le CNAM devrait se dérouler en mai 2022. Des financements de thèses conjoints sont également à l'étude.</p>	
--	--	--

	<p>Basile Chaix souhaite obtenir les retours de la CSS au sujet de l'équipe RSMS dès réception. Il serait pertinent par ailleurs d'assurer un suivi régulier de cette équipe et des actions mises en place pour lever les limites identifiées par la CSS et le Conseil scientifique. À propos de la charge de travail des chercheurs, il demande si cette adaptation concernera les responsabilités administratives ou les missions d'enseignement.</p> <p>Nathalie Théret félicite Emmanuelle LERAY. L'école doctorale Biologie Santé de Rennes a intégré son équipe dans son panel d'unités.</p> <p>Dominique Polton confirme qu'il serait pertinent d'obtenir des nouvelles régulières afin de suivre le rapprochement entre les équipes RSMS et Arènes.</p> <p>Michel Samson souligne que l'adaptation du plan de charge nécessite de mener une réflexion sur les bénéfices et les charges engendrés par le mandat de gestion unique. La politique du mandat unique vise justement à ne pas démultiplier les secrétaires et les gestionnaires, dont le coût pèse sur les établissements.</p> <p>S'agissant du projet IRIS (PIA 4), il s'agit d'une grande déception au regard de l'investissement consacré et de l'espoir originel de mener des projets de recherche de plus grande envergure. Si l'appel d'offres indiquait que les demandes devaient se situer au-dessus de 3 millions d'euros, aucun plafond n'était mentionné. Or, le montant des projets s'élevait en moyenne à 15 millions d'euros, contre 95 millions d'euros pour le projet IRIS. Il convient de souligner que le projet comptait de nombreuses parties prenantes. En ce sens, la structuration du projet avait ainsi été bien pensée. Toutefois, les projets d'environ 15 millions d'euros ne peuvent compter autant de parties prenantes. Ce point doit nourrir des réflexions au sein du Conseil scientifique.</p> <p>Michel Samson se félicite de la labellisation des 11 équipes de l'Irset en lice. Par ailleurs, le séminaire exposome semble susciter de l'intérêt. Le PDG de l'Inserm et le Directeur général de l'Anses ont confirmé leur participation aux côtés de Laurent Chambaud. Enfin, la labellisation de France Exposome dans la feuille de route du MESRI est une nouvelle très positive pour le Leres et l'Irset.</p> <p>Dominique Polton souhaite savoir ce que signifie la labellisation de France Exposome par le MESRI.</p> <p>Michel Samson répond que la France s'est dotée depuis une dizaine d'années de grandes infrastructures de recherche. Il s'agit d'une mise en réseau de plateaux techniques ou de laboratoires pouvant fournir un service dans un cadre donné. Par exemple, France Génomique est en charge des grands projets de génomes en France. Il a été proposé de s'inscrire dans cette stratégie de label national pour pouvoir, grâce aux</p>	
--	---	--

	<p>équipements, offrir un service visant à compléter les connaissances sur l'exposome, chimique ou humain. Le siège se situera à Rennes, ce qui est une première pour l'ouest de la France.</p> <p>Daniel Benamouzig félicite Emmanuelle Leray pour ce succès qui permet de capitaliser les relations avec l'Inserm. Un suivi régulier devra en effet être assuré. Par ailleurs, il convient de construire des convergences entre les diverses recherches menées sur l'exposome, dont certaines traitent de la dimension sociale. Celles-ci sont passionnantes et renvoient à des enjeux d'organisation des services de santé. Il convient de bâtir des alliances locales à ce sujet. Le rôle du Conseil scientifique est de favoriser le dialogue entre des cultures distinctes. Les événements prévus sur l'exposome constituent en ce sens une initiative pertinente.</p> <p>Michel Samson estime que la dimension sociale est aujourd'hui mieux prise en compte. Le 29 novembre 2021, une journée sur l'exposome animée par l'Anses et l'Inserm a justement abordé cet aspect. Des intervenants ont ainsi évoqué des projets portant sur l'étude des inégalités sociales sous le prisme de l'exposome. D'autre part, une nouvelle proposition de PEPR, portant sur l'exposome « physico-chimique et social », sera déposée prochainement. De ce fait, les entités concernées travailleront dorénavant de manière complémentaire, et non en silos.</p> <p>Daniel Benamouzig estime que ce qui est nommé « social » dans les recherches sur l'exposome reste encore à développer. L'EHESP dispose en son sein des forces nécessaires pour engager ce dialogue et aller plus loin.</p> <p>Sylvie Ollitrault indique que le Conseil scientifique suivra attentivement les travaux des deux UMR. Comme évoqué précédemment, une réflexion en interne est menée actuellement, notamment avec la DRH, sur les temps de service. Lors des consultations menées auprès des enseignants-chercheurs, cette problématique a été évoquée. La recherche exige du temps.</p>	
<p>Bilan à mi-parcours du plan stratégique d'établissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Économie générale – Laurent Chambaud • Focus sur les activités de recherche – Sylvie Ollitrault 	<p>Laurent Chambaud indique que le bilan à mi-parcours du plan stratégique d'établissement est en cours de rédaction. Cet exercice n'est donc pas achevé. Il a été demandé aux membres du comité de direction et aux porteurs de projets d'effectuer un bilan des actions inscrites dans le plan stratégique d'établissement (formation, recherche, gouvernance, vie de campus, activité internationale, etc.). Ensuite, le comité de direction a évalué au cours d'un séminaire l'état d'avancement des projets. Cette démarche vise à organiser un échange avec les tutelles, à leur présenter un bilan et à éventuellement (re)négocier certains points pour les deux dernières années du plan stratégique d'établissement. Cet argumentaire sera finalisé d'ici le prochain conseil d'administration prévu le 15 décembre 2021.</p> <p>En ce qui concerne la formation, l'EHESP rencontre des difficultés à mettre en place l'approche pédagogique par bloc de compétences. De prime abord, cette situation est due à la vacance de postes de plusieurs mois au</p>	

	<p>sein de la Direction des études. D'autre part, dans le cadre du projet stratégique d'établissement, l'école avait sollicité le renfort de deux ingénieurs pédagogiques. Or, ces deux postes n'ont pas été obtenus. La gouvernance interne devra être revue. L'arrivée d'une nouvelle Direction des études en constituera l'opportunité.</p> <p>Par ailleurs, l'enjeu majeur pour l'école est de tirer les leçons de la crise. Depuis sa survenue, une collaboration a été menée avec la DGS en vue de mettre en place des modules spécifiques à la veille et à la sécurité sanitaire. Une plateforme a ainsi été élaborée et mise à disposition de la DGS. Celle-ci a reçu pas moins de 30 000 visites. La DGS a besoin de s'appuyer sur un établissement capable de mettre en place dans les meilleurs délais, lors d'une crise, des dispositifs de formation spécifiques. Un échange doit être mené sur le fait de développer une plateforme permanente et activable en cas de nécessité. Laurent Chambaud souhaite ajouter ce point dans le plan stratégique d'établissement.</p> <p>Sylvie Ollitrault présente l'état d'avancement des actions en matière de recherche. La numérisation, la structuration de la recherche sur les services et le management en santé, l'intégration de l'axe RSMS et la labellisation Inserm sont des actions qui ont fait l'objet d'avancées. La Chaire « Économie et management de la santé » a en outre été relancée. La politique en matière de Chaire a été structurée. L'action ayant fait l'objet d'un renoncement concerne la mise en place du dispositif « sabbatique recherche » du fait des contraintes budgétaires et RH. Par ailleurs, le projet de doctorat professionnel n'a pas fait l'objet d'avancées, car il est difficile de faire accepter ce modèle. Enfin, les demandes de financement de contrats doctoraux auprès du MESRI n'ont à ce jour pas recueilli un avis favorable.</p> <p>Laurent Chambaud confirme que le projet de doctorat professionnel est complexe à mettre en place. Il a tenté de porter ce projet qui existe en Amérique du Nord et dans certains pays anglo-saxons. À l'Université de Montréal, ce doctorat professionnel concerne des domaines spécifiques, tels que la gestion et le management. Le doctorat professionnel, qui ne concurrence pas le doctorat classique, est moins contraignant en matière de livrables. Il permet aux étudiants de faire reconnaître, notamment à l'international, les travaux de recherche menés. Le MESRI est pourtant fermement opposé à cette démarche.</p> <p>En ce qui concerne les contrats doctoraux, il a été proposé lors de la création de l'EHESP que l'établissement coordonne le réseau doctoral en santé publique. Dans ce cadre, le ministère a fourni une enveloppe budgétaire pour 4 contrats doctoraux par an. De son côté, l'EHESP a décidé de financer également 4 contrats doctoraux par an. Par ailleurs, l'EHESP coordonne désormais le programme national de doctorat en santé au travail. Le modèle financier pour financer ces contrats doctoraux, qui réunit au moins six acteurs différents,</p>	
--	--	--

	<p>est extrêmement complexe. Laurent Chambaud souhaitait que le MESRI accorde deux contrats doctoraux par an. Aucune réponse n'a été obtenue à ce sujet.</p> <p>À la suite de la pandémie, Laurent Chambaud a demandé à renforcer le domaine de la gestion de crise dans le cadre de la veille et de la sécurité sanitaire. Ce sujet est majeur. Un certain nombre d'enseignants chercheurs y contribuent partiellement. Un enseignant expert y contribue de façon complète. Il paraît nécessaire d'obtenir un enseignant-chercheur pour développer ce domaine, qui n'a été investi par aucune autre école de santé publique.</p> <p>Basile Chaix souhaite obtenir des précisions concernant les solutions envisagées pour mettre en place le doctorat professionnel.</p> <p>Laurent Chambaud explique que le MESRI n'est pas favorable à la mise en place du doctorat professionnel. Celui-ci serait essentiellement destiné aux filières de Directeur d'hôpital et d'établissements sociaux et médico-sociaux. Les étudiants de ces filières effectuent deux ans de scolarité. L'objectif serait de leur permettre d'effectuer une année supplémentaire. Celle-ci pourrait s'intituler « exécutive Master » ou « exécutive MBA », comme cela est proposé par l'Université Paris-Dauphine.</p> <p>Dominique Polton indique que son mari, qui a été professeur de gestion à l'École des Mines de Paris, a dirigé à plusieurs reprises des thèses d'étudiants qui exerçaient une activité professionnelle. Il conviendrait de faciliter davantage ce type de démarche qui est particulièrement exigeante.</p> <p>Nathalie Théret signale que dans les écoles doctorales Biologie Santé, 30 % des doctorants sont des professionnels de santé. Ce dispositif est encadré par la loi. En effet, l'arrêté de 2016 prévoit une durée de six années pour effectuer sa thèse.</p> <p>Laurent Chambaud fait remarquer que ces professionnels de santé effectuent une thèse qui concorde avec leur projet professionnel, ce qui n'est pas le cas pour les Directeurs d'hôpitaux et les managers. Le doctorat professionnel de l'école de santé publique de l'Université Montréal ouvrira en septembre 2022. Ce parcours vise à permettre à des individus qui occupent des fonctions d'encadrement d'ouvrir leur champ des possibles. Ils pourront par exemple rejoindre des organisations internationales à l'issue de leur cursus.</p> <p>Daniel Benamouzig expose que les modalités d'inscription en thèse à Sciences Po Paris pour les disciplines de sciences humaines et sociales se sont durcies. Cette situation est due à la raréfaction des postes à l'issue du doctorat. Néanmoins, il convient de souligner que l'ENA avait mené ce type de démarches pour certains de</p>	
--	--	--

	<p>ses élèves. Ce « doctorat » correspondait en réalité à un master qui comportait un travail de recherche. Cette même démarche pourrait être sollicitée pour des filières spécifiques, par exemple pour les Directeurs d'hôpital. Par ailleurs, en tant qu'enseignant à Sciences Po, Daniel Benamouzig est de plus en plus confronté à des demandes d'étudiants dans les filières de santé qui souhaitent obtenir l'équivalent d'un PHD pour occuper des postes à l'international. Il leur conseille de suivre des PHD d'une durée de trois années dans d'autres pays, car les thèses en France prédestinent à l'enseignement supérieur et à la recherche. En restreignant les modalités d'accès en doctorat dans les grandes écoles françaises, le risque est celui d'une dévalorisation du diplôme dans les circuits internationaux.</p> <p>Jocelyn Raude signale que le projet de doctorat professionnel est à l'étude en psychologie. Le constat de la filière est que les psychologues cliniciens sont aujourd'hui insuffisamment formés.</p> <p>Sylvie Alemanno souligne que le CIFRE n'a pas été abordé. Or, il constitue un label de professionnalisation. Elle demande si les institutions publiques sont ouvertes à ce type de financement et de labellisation. D'autre part, puisque le doctorat est reconnu au plan mondial, le doctorat professionnel ne doit pas entamer sa crédibilité.</p> <p>Dominique Polton s'interroge à la suite de la présentation en séance des avantages du PHD. Il convient de prime abord d'établir des comparaisons entre les dispositifs existants poursuivant les mêmes objectifs que le doctorat professionnel.</p> <p>Laurent Chambaud confirme que le débat est ouvert. Comme l'a évoqué Daniel Benamouzig, des opportunités existent. Néanmoins, la ministre de la Fonction et de la Transformation publiques ne semble pas sensible à ces arguments. Elle souhaite d'abord attirer des docteurs dans la fonction publique. Si le doctorat professionnel n'est pas nécessaire dans tous les secteurs, le MESRI a d'emblée clos le sujet concernant la santé publique pour éviter des revendications dans d'autres secteurs. Les contrats CIFRE sont des pistes que l'école tente d'explorer. Néanmoins, les grandes structures, telles que la Fédération Hospitalière de France, recourent peu à ces contrats.</p> <p>Patricia Loncle souligne que la CNAF finance une dizaine de contrats CIFRE par an.</p> <p>Daniel Benamouzig suggère de contourner l'obstacle apposé au doctorat professionnel en mettant en place des parcours au sein de l'EHESP orientés vers des doctorats délivrés à l'étranger. Cette piste pourrait être approfondie.</p>	
--	---	--

<p>Budget de la recherche à l'EHESP – Christophe Le Rat</p>	<p>Christophe Le Rat présente l'économie générale du budget consacré à la recherche. Les ressources propres dégagées par les enseignants-chercheurs s'élèveront à 3 millions d'euros. En outre, la Direction de la recherche disposera de 279 000 euros pour assurer ses missions d'animation et d'impulsion de la politique de recherche à l'EHESP.</p> <p>Dominique Polton informe les membres du Conseil scientifique que les personnels de recherche financés par l'EHESP ne figurent pas dans le tableau présenté.</p> <p>Christophe Le Rat confirme ce point. Plus de 50 % du budget à la disposition de la Direction de la recherche sera dédié au soutien des équipes labellisées dont l'EHESP est la tutelle, ce qui représente un montant d'environ 150 000 euros. Ce montant est identique à celui de 2021. À la suite de l'approbation du budget initial lors du Conseil d'administration du 15 décembre 2021, le Conseil scientifique devra émettre un avis sur l'allocation de ces 150 000 euros. Plusieurs scénarios seront proposés. Le contexte évolue en 2022 : deux équipes d'accueil disparaîtront en fin d'année 2021 et seront intégrées dans les UMR Irset et Arènes. Par ailleurs, la Direction s'est engagée à augmenter les financements de l'EHESP auprès de la Maison des Sciences de l'Homme de Bretagne. Enfin, une convention a été signée avec l'une des UMR d'Agrocampus.</p> <p>Sylvie Ollitrault souligne que cette convention concerne une seule enseignante-chercheuse.</p> <p>Christophe Le Rat ajoute que 22 % du budget sera consacré au réseau doctoral en santé publique qui permet de financer les mobilités internationales, des formations, des séminaires interdisciplinaires, la revue « Actualité et dossier en santé publique », des auditions ou la contribution à l'École des Docteurs.</p> <p>Le module de santé publique interdisciplinaire et interprofessionnel (MIP) sera substitué à une formation sur la gestion de crise. En effet, la survenue de la crise sanitaire a démontré la nécessité que les élèves de l'école suivent une formation en la matière.</p> <p>Concernant Les événements et les communications scientifiques, les webinaires du mardi ou les soutiens aux événements scientifiques, l'enveloppe budgétaire dédiée vise à apporter des moyens financiers aux enseignants-chercheurs qui souhaitent organiser des séminaires à l'EHESP.</p> <p>S'agissant du soutien aux axes innovants et/ou émergents, un Pôle « sciences et société » a été créé au sein de la Direction de la recherche. Il vise à favoriser le développement des co-recherches. Il convient de souligner que la thématique « sciences et société » a vocation à être de plus en plus traitée à l'EHESP, notamment via le réseau doctoral en santé publique ou les Chaires. Le contexte autour de cet enjeu est de plus en plus</p>	
--	---	--

	<p>favorable. À titre d'exemple, une réunion avait lieu le 1^{er} décembre 2021 autour des assises du tiers-secteur. Un ouvrage vient d'être publié à ce sujet. Enfin, l'école s'est engagée à signer une charte sur les liens entre les sciences et la société dans le cadre du PIA4.</p> <p>La Direction de la recherche dispose également d'un budget de fonctionnement qui permet de gérer les missions quotidiennes, telles que l'organisation des conseils scientifiques.</p> <p>72 % des ressources propres financent les ressources humaines. 44 ingénieurs d'étude et de recherche et 55 ETPT, dont 9 contrats doctoraux, sont financés par des ressources propres. L'obtention de nouveaux contrats en santé-environnement augmentera en 2022 le nombre d'ingénieurs d'étude et de recherche recrutés. Des vacances sont également financées par ce biais.</p> <p>La fin d'un PIA d'ampleur, « Jeunes en TTTrans », a logiquement diminué les recettes de l'école. Par ailleurs, un certain nombre de Chaires viennent de se clore, ce qui entraîne des impacts financiers.</p> <p>Les principaux financements proviennent des contrats obtenus dans le champ de la santé-environnement. La Direction de la recherche est dans l'attente d'un certain nombre de réponses (RHU, partenariats européens, etc.) Une partie du dossier relatif au PIA4 IRIS devra être de nouveau déposé en février 2022. Enfin, une convention avec la SATT Ouest Valorisation est en cours de finalisation.</p> <p>Les enseignants-chercheurs décrochent de plus en plus de contrats à l'issue d'appels à projets. Le contexte est donc de plus en plus concurrentiel. Au 31 août 2021, les équipes MOS et REPERES avaient obtenu 40 % et 22 % des projets déposés. 28 projets sont encore en attente de résultats, dont une dizaine pour l'UMR Arènes.</p> <p>Au 31 août 2021, 99 contrats étaient en cours pour un montant de 9,5 millions d'euros. À cette date, 26 nouveaux contrats avaient été obtenus au cours de l'année pour un montant de 2,3 millions d'euros.</p>	
<p>Candidature école doctorale Biologie Santé de l'Université de Nantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remplacement de Laurent Beck par Xavier Prieur à la direction de l'école 	<p>Dominique Polton donne lecture de l'avis suivant : « <i>Le Conseil scientifique réunit en sa séance du 2 décembre 2021 approuve la candidature à l'école doctorale Biologie Santé de l'Université de Nantes : remplacement de Laurent Beck par Xavier Prieur à la direction de l'école doctorale Biologie-santé au 1er janvier 2022</i> ».</p> <p>Nathalie Théret indique que Laurent Beck prendra la Direction d'un institut fédératif. Par ailleurs, la candidature de Xavier Prieur a été avalisée lors du conseil de l'école doctorale Biologie-santé. Enfin, le Conseil scientifique devra rendre un nouvel avis à l'été 2022 concernant le remplacement (prévu en septembre 2022)</p>	

<p>doctorale Biologie-santé à compter du 1er janvier 2022</p>	<p>de Nathalie Théret par Xavier Le Goff à la direction de l'école doctorale. Celle-ci sera dorénavant intitulée école doctorale « sciences de la vie Brest-Rennes ».</p> <p><i>La candidature de Xavier Prieur à la direction de l'école doctorale Biologie-santé de l'Université de Nantes est approuvée à l'unanimité.</i></p> <p><i>Une pause est observée de 12 h 48 à 13 h 29.</i></p>	
<p>Politique d'intéressement dans le cadre des activités de recherche – Marie Renault</p>	<p>En introduction, Dominique Polton apporte une correction à l'ordre du jour et expose que ce point fait l'objet d'une information, et non d'un avis du Conseil scientifique.</p> <p>Laurent Chambaud ajoute que la politique d'intéressement dans le cadre des activités de recherche, qui relève d'un dispositif réglementaire, fera l'objet d'une délibération au Conseil d'administration.</p> <p>Marie Renault confirme que ce texte réglementaire ne requiert pas un avis formel du Conseil scientifique. Néanmoins, il convient d'informer celui-ci des contours du dispositif et de sa déclinaison opérationnelle. Les remarques formulées en séance seront prises en compte.</p> <p>Il est sollicité auprès du Conseil d'administration l'autorisation de déployer un texte réglementaire en date de juin 2010. Celui-ci a déjà été mis en place dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit d'une politique d'intéressement des personnels pour services rendus lors de la participation à des opérations de recherche scientifique. Ce dispositif réglementaire résulte de la loi LRU et est inscrit dans le Code de l'éducation. Un décret aborde en outre ses modalités d'application. Enfin, la circulaire ministérielle du 17 février 2017 précise ces dernières.</p> <p>Les contours du dispositif seront présentés au comité technique du 6 décembre 2021, car il entraîne des conséquences sur la rémunération des personnels. Par ailleurs, en amont de son déploiement, le Conseil d'administration validera les critères d'attribution et le montant maximum de l'intéressement individuel.</p> <p>Il convient de souligner que cette politique d'intéressement ne sera envisageable que dans le cadre de contrats de recherche financés par des ressources propres, ce qui exclut de fait un certain nombre de projets de recherche (projets européens, ANR, etc.). Par ailleurs, le versement de l'intéressement ne sera déclenché qu'après l'achèvement des opérations. S'il est pluriannuel, le projet de recherche ou d'expertise peut être découpé en plusieurs jalons qui doivent faire l'objet de résultats évaluables.</p>	

	<p>L'intéressement est individuel et/ou collectif et concerne des agents exerçant des fonctions en lien avec la recherche. La circulaire de 2017 précise qu'il ne concerne pas uniquement les porteurs de projets de recherche ou les enseignants-chercheurs, mais aussi les BIATSS qui suivent le déroulement du projet. La convention de financement doit prévoir explicitement qu'un intéressement individuel et/ou collectif pourra être versé. L'intéressement ne peut dépasser 50 % de la marge positive. Enfin, les activités susceptibles de générer de l'intéressement peuvent être intégrées dans le plan de charge d'enseignement.</p> <p>Le déploiement du dispositif sera très encadré. Un bilan annuel sera présenté au Conseil d'administration par le Directeur, qui précisera pour chaque projet le montant total d'intéressement et le nombre de bénéficiaires.</p> <p>À l'EHESP, le dispositif sera dans un premier temps expérimenté avec les Chaires, car leur mode de financement autorise le versement de l'intéressement. En outre, l'objectif est de rendre les rémunérations plus attractives et d'attirer de meilleurs profils. Après évaluation du Conseil d'administration, ce dispositif pourra être étendu aux contrats de recherche, bien qu'un faible nombre d'entre eux dégagent une marge financière positive et que les modalités de financement ne le permettront pas toujours.</p> <p>Les primes d'intéressement seront proposées par les porteurs de Chaires et soumises à l'avis de la Direction de la recherche et du Conseil scientifique restreint. Le Directeur de l'EHESP prendra la décision finale. Le décret prévoit un montant maximum individuel. Il sera proposé au Conseil d'administration un montant maximum annuel de 15 000 euros. Par ailleurs, le décret prévoit un montant collectif maximum à hauteur de 50 % de la marge positive.</p> <p>Fanny Jaffres est dubitative quant à la mise en place de ce dispositif. S'il convient de mieux rémunérer les chercheurs, l'objectif de la recherche n'est pas de dégager des marges. Cette logique de rentabilité économique la laisse perplexe. Par ailleurs, réserver uniquement ce dispositif aux Chaires suscite des interrogations. Elle demande si les ingénieurs disposant d'un contrat à durée déterminée, qui sont des ressources très précieuses pour le développement de l'activité des Chaires et des projets financés par des ressources propres, seront concernés par le versement des primes. Enfin, elle souhaite savoir pourquoi ce dispositif est mis en place aujourd'hui alors qu'il est autorisé depuis 2010.</p> <p>Jocelyn Raude explique que cette réflexion est menée de longue date. Les enseignants-chercheurs qui s'investissent beaucoup dans l'enseignement sont rémunérés en heures supplémentaires. À l'inverse, les enseignants-chercheurs qui s'investissent beaucoup dans la recherche ne disposent d'aucun levier de rémunération supplémentaire. L'objectif est donc de récompenser ces chercheurs. Dans certaines universités,</p>	
--	---	--

	<p>les critères sont différents. Par exemple, des primes sont versées selon le nombre ou la qualité des publications.</p> <p>Dominique Polton demande si les primes d'intéressement susmentionnées concernent l'ensemble des personnels ou uniquement les enseignants-chercheurs.</p> <p>Jocelyn Raude répond qu'à sa connaissance, seuls les enseignants-chercheurs sont concernés.</p> <p>Basile Chaix s'interroge sur les inégalités de traitement entre les enseignants-chercheurs du fait des disparités établies selon la nature administrative du contrat de recherche. Il conviendrait de déterminer la liste des agences de financement qui autoriseront le versement de l'intéressement. Certains enseignants-chercheurs pourraient être par nature exclus du dispositif du fait de leur domaine de recherche. Il serait préférable d'améliorer la rémunération des enseignants-chercheurs en augmentant leur salaire.</p> <p>Hélène Tillault donne lecture de la position de Cécile Chevrier sur le sujet. Selon cette dernière, ce dispositif est pertinent pour les personnels dont les activités de recherche ne font pas partie des missions. En revanche, elle est défavorable à ce dispositif pour les doctorants et les enseignants-chercheurs, car la recherche fait partie intégrante de leurs missions.</p> <p>Sylvie Alemanno témoigne de l'importance de bénéficier de soutiens dans les travaux de recherche, notamment de la part des ingénieurs de recherche. Il paraît pertinent de rémunérer le personnel volontaire pour venir en appui des activités de recherche. Néanmoins, il convient de souligner qu'affecter des ingénieurs à des missions, dont la durée est limitée, les précarise. D'autre part, avec la mise en place de ce dispositif, l'administration envoie un signal selon lequel l'attractivité de la recherche passe par le versement d'un supplément de revenu, ce qui peut susciter un certain malaise.</p> <p>Patricia Loncle partage ces propos. Elle a piloté de grands projets de recherche. La tâche la plus difficile est d'assurer la stabilité des équipes et le suivi des dossiers d'un projet à l'autre, car les projets sont financés pour un temps limité. Or, il convient de conserver à long terme le personnel formé sans être sans cesse à la recherche de financements. Ce sujet paraît le plus prioritaire.</p> <p>Daniel Benamouzig indique que Sciences Po Paris a mis en place ce type de dispositif. Il n'est pas toujours transparent et engendre des effets inégalitaires. Néanmoins, le versement d'une prime peut constituer une source de motivation. D'autre part, il convient de distinguer les activités de recherche de celles liées à la</p>	
--	---	--

	<p>construction et à l’animation des projets, qui ne sont pas de même nature. Une ambiguïté est donc constatée dans l’attribution de ces primes au titre de la « recherche ».</p> <p>Laurent Chambaud souligne que la recherche à l’EHESP est développée depuis une dizaine d’années seulement. Dans ce contexte, un certain nombre d’éléments sont difficiles à consolider. Par ailleurs, l’école a adopté un modèle particulier, en recourant à des enseignants experts et à des enseignants-chercheurs. Or, les enseignants experts effectuent plus d’heures d’enseignement que les enseignants-chercheurs, ce qui entraîne des tensions.</p> <p>Il convient également de signaler que la recherche en France et le statut des enseignants-chercheurs ne sont pas optimaux par rapport aux autres pays européens. Le déficit de valorisation de la recherche se traduit par la faible rémunération des enseignants-chercheurs et dans la part du PIB alloué à cette activité.</p> <p>La Direction de l’EHESP a souhaité mettre en place un dispositif pragmatique et révisable. Ce dispositif existant depuis 2010 permet sous certaines conditions de rémunérer des équipes de recherche, et non uniquement les enseignants-chercheurs, et d’accroître l’attractivité de certains secteurs. Comme cela a été évoqué, le versement de l’intéressement collectif dépendra de la capacité de négocier celui-ci lors de la signature des contrats.</p> <p>La Direction souhaite expérimenter ce dispositif en le réservant dans un premier temps aux Chaires, car il est possible de négocier ce processus d’intéressement avec les financeurs de ces dernières. Enfin, il sera réétudié annuellement. À cet effet, un bilan financier sera présenté chaque année aux membres du Conseil d’administration. Ce dispositif pourra donc être supprimé s’il engendre plus de problèmes que de bénéfices. Il convient de souligner qu’un certain nombre d’établissements le mettent déjà en œuvre. À l’EHESP, ce dispositif sera mis en place de manière transparente. Les objectifs et les modalités de celui-ci ont été présentés en séance. En outre, un bilan sera ultérieurement effectué devant le Conseil scientifique.</p> <p>Marie Renault précise que ce dispositif est proposé à la suite d’un travail important mené en 2021 sur le référentiel des équivalences horaires pour les activités d’enseignement. Ce référentiel prend en compte les activités de recherche, qui entrent donc dorénavant dans le plan de charge des enseignants-chercheurs. Toutefois, puisque ce référentiel ne concerne que les enseignants-chercheurs, il ne permet pas aux ingénieurs d’étude, de recherche, aux doctorants et aux gestionnaires de bénéficier d’un accompagnement financier.</p>	
Chaires à l’EHESP	Sylvie Ollitrault indique que dans le cadre de la politique des Chaires à l’EHESP, la Direction de la recherche souhaitait connaître davantage les porteurs et les modalités de fonctionnement de celles-ci. Par ailleurs, le Hcéres a recommandé à l’école d’engager un recentrage thématique des Chaires, de mieux les articuler aux	

<ul style="list-style-type: none"> • Rappel de la politique des Chaires à l'EHESP <p>Présentation nouveaux projets de Chaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emmanuel Leray – Sclérose en plaques (SEP) • Laurie Marraud – Résilience en santé, enjeux environnementaux et transitions 	<p>unités de recherche et d'inscrire les recherches menées dans la continuité des programmes de recherche de l'EHESP. Ces réflexions ont conduit le Conseil scientifique à émettre en 2019 des recommandations. Les Chaires doivent ainsi apporter un soutien à la stratégie de recherche de l'école. Un meilleur suivi de celles-ci est également assuré. Les trois modèles définis, à savoir Chaire junior, Chaire sénior et Chaire indoor, présentent enfin des objectifs différents.</p> <p>Sylvie Ollitrault présente les Chaires actives. Il convient de souligner que leur nombre est aujourd'hui moindre qu'auparavant. Deux propositions de Chaires seront présentées ce jour afin que le Conseil scientifique émette un avis sur la constitution de celles-ci et aide les deux candidates à construire leur projet.</p> <p>Dominique Polton ajoute que les Chaires étaient auparavant lancées au cas par cas sans vision d'ensemble ni perspectives d'intégration des intervenants extérieurs. Le lancement d'une Chaire ne faisait pas non plus l'objet d'une discussion collective. Ce constat a conduit à structurer trois modèles de Chaires qui présentent des objectifs différents. Par ailleurs, une réflexion collective est désormais menée en amont pour déterminer de quelle manière la Chaire s'inscrit dans les priorités de l'école. Ces orientations ont été positives, d'autant plus que le Conseil scientifique est désormais consulté pour enrichir les projets.</p> <p>Basile Chaix s'enquiert du modèle des Chaires présentées ce jour.</p> <p>Christophe Le Rat répond que les deux projets de Chaires relèvent du modèle indoor. Emmanuelle Leray et Laurie Marraud sont enseignantes-chercheuses à l'EHESP. Le rôle du Conseil scientifique est désormais d'examiner les partenaires et les financeurs du projet, sa définition (recherche pure et/ou recherche et formation et/ou recherche et expertise), son écosystème (emplois, organisation du projet, répartition des tâches) et son insertion au sein des structures de recherche labellisées par l'EHESP.</p> <p>Emmanuel LERAY indique en préambule que le nom de la Chaire « Sclérose en plaques » est susceptible d'évoluer. La Fondation EDMUS est une Fondation à but non lucratif reconnue d'utilité publique. Sa mission est de comprendre par la recherche le retentissement de la sclérose en plaques dans la vie des patients et d'améliorer leur qualité de vie. Cette Fondation cherche ainsi un établissement d'enseignement supérieur partenaire pour lancer une Chaire de recherche de 2022 à 2027 visant à documenter les inégalités induites par cette maladie chronique. Le financement proviendrait du mécénat d'entreprise. La Fondation a débuté sa prospection en la matière, mais aucun financement n'est à ce jour acquis. C'est pourquoi elle souhaite identifier un établissement partenaire pour inclure celui-ci dans la recherche de financements.</p>	
--	---	--

	<p>Emmanuelle Leray propose d'héberger cette Chaire à l'EHESP. Elle souhaite développer une approche en santé publique en recourant aux méthodes à la fois qualitatives (en interrogeant les patients et les professionnels de santé) et quantitatives. Il s'agira notamment de valoriser les données de l'Observatoire français de la sclérose en plaques (OFSEP). L'objectif sera d'identifier les inégalités sociales, territoriales, de genre et d'âge dans la sclérose en plaques. 4 thématiques seront abordées, à savoir le travail, la vie quotidienne et la qualité de vie, la vie de famille et le parcours de soin. Il convient de rappeler que la sclérose en plaques est une maladie chronique qui touche au moins 100 000 personnes en France. 70 % des patients sont des femmes. La maladie débute en moyenne à l'âge de 30 ans.</p> <p>Ce projet serait composé de 17 enseignants-chercheurs de l'EHESP issus de diverses disciplines (épidémiologistes, biostatisticiens, géographes, sociologues et professeurs de sciences de gestion). Cette Chaire peut s'inscrire dans les trois domaines prioritaires du projet stratégique d'établissement que sont « l'organisation, le management et la performance du système de santé », « l'environnement et la santé » – car les disparités territoriales seront prises en compte dans les missions menées – et « la santé, population et politiques publiques » par l'étude des inégalités sociales et de genre. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre du Pôle « Sciences et Société », car au moins un patient expert participera à la gouvernance de la Chaire. Ce projet s'intègre enfin parfaitement dans l'UMR Arènes en regroupant des chercheurs de l'axe 1 et de l'axe 4.</p> <p>Le financement par la Fondation EDMUS s'élèverait à 300 000 euros annuels pendant 5 ans. Le budget prévisionnel réalisé par Emmanuelle Leray, à hauteur de 250 000 euros annuels, prévoit une décharge d'enseignement totale pour celle-ci. Une première audition a eu lieu en octobre 2021 devant le Conseil d'administration de la Fondation EDMUS. Une deuxième entrevue avec la Directrice de la Fondation s'est déroulée la semaine du 22 novembre 2021. La décision finale est attendue autour du 10 décembre 2021.</p> <p>Dominique Polton ouvre la discussion concernant cette Chaire qui s'annonce prometteuse.</p> <p>Jocelyn Raude souhaite savoir si, en dehors des ressources humaines, le budget prévisionnel prévoit de financer des activités de recherche, par exemple l'acquisition de données.</p> <p>Emmanuelle Leray explique que le projet compte deux doctorants et un post-doctorant. C'est pourquoi une large part du budget est dédié aux ressources humaines. Néanmoins, un budget de fonctionnement sera consacré aux chercheurs invités, au stockage des données, à la retranscription d'entretiens et à des opérations de communication à destination des patients et des associations.</p>	
--	--	--

	<p>Patricia Loncle estime que le financement pluriannuel long de cinq années est rassurant. Par ailleurs, l'obtention de la décharge d'enseignement serait très bénéfique, car le pilotage d'une Chaire de recherche implique un travail important.</p> <p>Basile Chaix demande de quelle manière ces études portant sur les inégalités sociales, territoriales, de genre et d'âge liées à la sclérose en plaques se démarqueront des travaux précédents d'Emmanuelle Leray. Emmanuelle Leray explique que les activités de la Chaire s'inscriront dans la continuité de ses travaux précédents. Par ailleurs, les financements de la fondation EDMUS obtenus jusqu'à présent étaient plutôt orientés sur la recherche clinique ou pharmaco-épidémiologique.</p> <p>Isabelle Ville demande si les sociologues des autres équipes de l'UMR Arènes seront mobilisés sur ce projet.</p> <p>Emmanuelle Leray répond par la positive. Les sociologues de l'équipe 1 seront parties prenantes de celui-ci.</p> <p>Daniel Benamouzig souhaite obtenir des précisions à propos du financement des doctorants. En effet, d'après les documents reçus, il est indiqué que le coût de deux doctorants s'élève à seulement 38 000 euros. Par ailleurs, il demande si des liens seront noués avec des acteurs en dehors de l'école pour former un écosystème plus large autour de la sclérose en plaques.</p> <p>Emmanuelle Leray répond que le projet comptera au total deux doctorants au cours des cinq années. Le coût annuel d'un doctorant s'élève à 35 000 euros. L'écosystème mériterait en effet d'être structuré, même si des régions ou des associations de patients essaient déjà de développer des espaces d'échange. Les neurologues, quant à eux, participent à l'Observatoire français de la sclérose en plaques, mais ils sont peu ouverts aux sciences humaines et sociales. Il serait donc pertinent d'organiser de nouveaux espaces d'échange interdisciplinaires autour de la maladie.</p> <p><i>Le Conseil scientifique émet un avis favorable à l'unanimité au projet « Chaire de recherche sclérose en plaques » en partenariat avec la Fondation EDMUS.</i></p> <p>Laurie Marraud indique que la Chaire « RESPECT » (Résilience en Santé : prévention, environnements, climats et transitions) est née d'un constat partagé par des équipes de recherche transdisciplinaires au sein de l'EHESP. Celles-ci avaient le sentiment que les données relatives à la gestion des organisations de santé concernant l'anticipation des phénomènes climatiques, en particulier la gestion des stratégies d'atténuation et d'adaptation face aux enjeux environnementaux, étaient insuffisantes. Ce projet a une visée transdisciplinaire et enrichira certains enseignements de l'école, notamment les enseignements « ChanCES ».</p>	
--	---	--

	<p>Cette formation dispensée à l'ensemble des étudiants de l'EHESP a été mise en place voici une année. Elle vise à pallier un manque de connaissance des enjeux liés aux évolutions climatiques et environnementales, tels que les effets de celles-ci sur les organisations de santé.</p> <p>Une première collaboration avait été nouée entre la Fondation Croix-Rouge française et l'EHESP pour travailler sur les problématiques de santé-environnement et l'effet du dérèglement climatique sur la santé des populations. Cette Chaire vise désormais à comprendre les impacts des problématiques de santé-environnement liées au dérèglement climatique sur les organisations de santé. Cette étude posera la question de la vulnérabilité et la résilience du système de santé. Ce questionnement a pris de l'ampleur à la suite de la crise sanitaire. Aésio Mutuelle, qui gère des cliniques mutualistes, sera l'un des financeurs de la Chaire.</p> <p>Le système de santé est particulièrement dépendant aux énergies carbonées, ce qui le rend vulnérable. Il émet 47 millions de tonnes de CO2 par an, soit 8 % de l'empreinte carbone nationale. La problématique centrale de la Chaire sera : « <i>Comment assurer une accessibilité durable à la santé dans un contexte d'augmentation des risques sanitaires et des besoins en santé liés aux changements environnementaux et de tensions sur les ressources ?</i> ».</p> <p>Les objectifs de la Chaire RESPECT consistent à définir les contours d'un système de santé résilient et de produire un document de référence caractérisant les risques sur et pour la santé en lien avec le changement climatique. Il s'agira également de réaliser une recherche-action auprès des acteurs de santé et des usagers du système de santé afin de diffuser les connaissances en santé-environnement. Plusieurs terrains d'étude sont envisagés, tels que les établissements de la Fondation Croix-Rouge française ou les cliniques mutualistes d'Aésio Mutuelle. Enfin, la Chaire décrira des scénarios prospectifs en matière de prévention, intégrant les facteurs de risques environnementaux sur la santé et des critères d'aide à la décision.</p> <p>La Chaire serait composée de Laurie Marraud, d'Estelle Baures (spécialisée en santé-environnement et en écologie), de Cyrille Harpet (anthropologue et philosophe à l'EHESP), de Nicolas Sirven (sciences économiques), d'Alessia Lefebure, d'un doctorant et d'un post-doctorant. Le comité de pilotage comprendra la titulaire de la Chaire, la Directrice de l'engagement social d'Aésio Mutuelle, Virginie Troit de la Fondation Croix-Rouge et deux associations, à savoir The Shift Project et le Campus pour la Transition. Par ailleurs, la Présidence du Conseil scientifique reste à définir. Le financement est garanti pour 3 années avec une possibilité d'extension à 5 ans. Le budget prévisionnel s'élève à 147 900 euros et compte deux financeurs principaux, la Fondation Croix-Rouge et Aésio Mutuelle.</p>	
--	--	--

	<p>Dominique Polton rencontre des difficultés à distinguer dans la présentation les aspects techniques et les modalités de gestion de la transition (acceptabilité, etc.) dans les établissements de santé. Elle demande si le projet est d'abord axé sur des scénarios techniques et/ou s'il aura recours aux sciences sociales.</p> <p>Laurie Marraud explique que la démarche sera axée sur les sciences de gestion, d'où les enjeux forts de transdisciplinarité. L'objectif est de conduire les Directions des établissements ou des organisations de santé à considérer que l'enjeu de santé-environnement, transversal, doit intégrer la manière de gérer les activités de production et de livraison des soins.</p> <p>Isabelle Ville estime que ce projet de Chaire traduit une problématique actuelle, qui est ici formulée de manière originale et stimulante. En revanche, elle est très vaste. Isabelle Ville souhaite savoir comment cette problématique et la recherche-action évoquée seront articulées.</p> <p>Laurie Marraud répond que ce point fait actuellement l'objet d'une discussion au sein de l'équipe. La problématique est en effet très générale. Or, il convient de définir un objet de recherche. C'est pourquoi l'équipe ciblera des établissements sanitaires ou médico-sociaux inscrits dans des territoires particulièrement exposés aux enjeux climatiques. Le choix de sélectionner un ou plusieurs établissements pour établir des comparaisons n'a pas encore été effectué. La méthodologie sera consolidée.</p> <p>Isabelle Ville demande si la démarche consistera à sensibiliser les Directions des établissements et à évaluer les effets de cette sensibilisation dans les actions de management menées.</p> <p>Laurie Marraud répond par l'affirmative. Le document de référence servira de support pour apporter de la connaissance aux établissements. Une fois cette démarche d'accompagnement mise en place, il s'agira d'inciter ces derniers à mettre en œuvre des démarches d'adaptation et d'atténuation adaptées.</p> <p>Olivier Gérolimon souligne que ce projet très pertinent répond aux demandes des étudiants. Un tiers du public étudiant souhaite agir dans ce domaine et estime être suffisamment formé en la matière. Un tiers souhaite agir dans ce domaine, mais estime ne pas être suffisamment formé en la matière. Enfin, un tiers du public étudiant ne souhaite pas agir dans ce domaine. Une démarche de sensibilisation doit être menée auprès des Directions des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux. Par ailleurs, il convient de valoriser certaines actions déjà engagées qui sont parfois méconnues, y compris des communautés pédagogiques. Ce projet de Chaire doit être soutenu.</p> <p>Jocelyn Raude souhaite savoir où en sont les négociations avec les financeurs du projet.</p>	
--	--	--

	<p>Laurie Marraud explique que la convention de mécénat leur a été transmise. Elle a échangé récemment avec Virginie Troit de la Fondation Croix-Rouge. Par ailleurs, les échanges avec Aésio Mutuelle durent depuis un an. L'organisme s'est engagé à financer le projet et attend la validation de celui-ci.</p> <p>Sylvie Ollitrault demande si cette Chaire sera localisée au sein de l'unité de recherche Arènes, et si des échanges ont été menés sur ce point avec son Directeur.</p> <p>Laurie Marraud répond que cette démarche sera engagée prochainement.</p> <p>Christophe Le Rat souligne que ce projet est original, puisqu'il sera porté par deux cotitulaires, Laurie Marraud et Estelle Baures. Il s'enquiert de l'organisation du travail afférente.</p> <p>Laurie Marraud explique que finalement, elle sera la seule titulaire de la Chaire.</p> <p>Daniel Benamouzig confirme que le thème de recherche est prometteur. Par ailleurs, une nouvelle fois, les montants budgétaires relatifs au financement des doctorants sont peu crédibles. Un souci de cohérence est constaté. Enfin, le Conseil scientifique de la Chaire ne sera pas principalement composé de profils scientifiques.</p> <p>Laurie Marraud a pris en compte dans l'élaboration du budget les coûts fournis par la Direction de la recherche, soit 35 000 euros par an pour un doctorant et 48 000 euros par an pour un ingénieur de recherche. S'agissant du Conseil scientifique, il n'est pas encore finalisé. Des réponses sont encore attendues. À titre d'exemple, Alessia Lefebure a contacté Valérie Masson-Delmotte. Enfin, les financeurs souhaitent initialement participer au comité de pilotage et au conseil scientifique. Il pourra leur être expliqué que le financeur a davantage sa place au sein de la première instance qu'au sein de la seconde.</p> <p><i>Le Conseil scientifique émet un avis favorable à l'unanimité au projet de Chaire RESPECT.</i></p> <p><i>La séance est levée à 15 h 15</i></p>	
--	--	--

Point divers, questions des membres	<i>Le prochain Conseil scientifique se déroulera le 3 mars 2022.</i>	
--	--	--